

# TRUMP, HUMILIANT ET OFFENSANT

Christian SAUTTER et Catherine CADOU

Le lilas est en fleurs dans le jardin Mandela, entre Bourse du Commerce et Canopée des Halles, et les barrières hivernales qui protègent les pelouses ont été retirées. Il est rassurant de goûter le retour annuel du printemps quand le monde vit au rythme absurde d'un despote américain qui entend faire la pluie et le beau temps sur le monde entier. Que dire du récent coup de folie douanière de Donald TRUMP qui ne serait pas démenti la semaine prochaine par une décision incongrue de ce dangereux bateleur ?

Au départ, cet homme qui réfléchit peu est convaincu que le déficit commercial des États-Unis, effectivement très important, reflèterait des relations malhonnêtes : les partenaires commerciaux des USA exploiteraient la faiblesse supposée des précédents présidents pour arnaquer une puissance bienveillante qui assure gratuitement la sécurité du monde. Et la supposée arnaque est proportionnelle à l'ampleur du déficit commercial des États-Unis vis-à-vis de la Chine, de l'Union Européenne, du Japon et même du Lesotho.

Un conseiller obligeant a proposé au président un thermomètre simple de la fièvre commerciale et une thérapie, simple elle aussi. Le thermomètre est calculé en divisant le déficit commercial bilatéral par l'ampleur des importations américaines en provenance de ce partenaire. Exemple : en 2023, l'UE a exporté 500 Mds \$ aux USA. Dans l'autre sens, les USA ont exporté 350 Mds \$ vers l'Europe (chiffres arrondis). Le déficit commercial américain est donc de 150 Mds \$. Je divise 150 par 500 et je trouve 30%, indice de la supposée ignominie. Notons en passant que ce conseiller malicieux ou maléfique ignore les « invisibles », les échanges de services où l'Amérique est fortement excédentaire de plus de 100 Mds \$, grâce notamment aux ventes numériques en Europe des géants californiens. Ce qui réduit le déficit euro-américain sur les flux de biens et services à peu de chose ( $150 - 100 = 50$ ) !

Ayant mesuré ce degré supposé d'arnaque à 30%, le remède proposé est de majorer les droits de douane sur les produits européens de la moitié soit 15%. Pourquoi la moitié ? Parce que la Maison Blanche est bienveillante ! C'est un chiffre voisin de 20% qui a été annoncé le 2 avril vis-à-vis de l'UE au terme de ce calcul de coin de table. Cette méthode, si on peut l'appeler ainsi, traite

différemment les divers pays. Ceux qui ont un déficit plus grave (rapporté à leurs ventes) seront frappés davantage, et l'on trouve dans cet enfer la Chine, le Vietnam, le Bangladesh et même le pauvre Lesotho !

En une semaine, cette improvisation d'apprenti sorcier s'est grippée, au moins provisoirement, et le paquet discriminatoire a été mis en pause pour trois mois, sauf dans le cas passionnant de la Chine dont nous parlerons dans la prochaine Lettre. N'a été conservé qu'un droit de douane général majoré de 10%.

Pourquoi cette volte-face soudaine ? Ce ne sont pas les cris des économistes qui ont prévalu. Ni les parlementaires républicains, pourtant inquiets des mesures de rétorsion qui pourraient frapper les ventes américaines de produits agricoles. Ni les parlementaires démocrates qui ont souligné que la forte hausse des droits de douane majorerait les prix des biens de consommation importés et achetés par les classes modestes et moyennes. C'est le capitalisme financier qui s'est rebiffé : les cours des actions américaines et ceux des obligations du Trésor américain ont fait le plongeon. Et quelques magnats de Wall Street, plus courageux que les politiques, ont eu l'audace de dire au président Trump qu'il jouait avec le feu. Car, non seulement, en provoquant une augmentation des prix intérieurs, il pesait sur le pouvoir d'achat de ses électeurs mais, en faisant chuter la Bourse, il entamait le capital des fonds de retraite privés sur lesquels compte la majorité des salariés américains.

Plus grave encore du point de vue de Wall Street, l'éléphant Trump a piétiné la porcelaine du nouveau capitalisme mis en place durant les années 1980 : le transfert de la fabrication industrielle dans des pays étrangers, où les salaires étaient plus faibles ou très faibles, générait des profits bien dodus à distribuer aux actionnaires ou aux dirigeants gavés de *stock-options*. Le cas de la Chine sera détaillé plus tard, mais notons à ce stade que les I-Phones d'Apple y sont fabriqués à la suite d'une décision de la firme californienne et non d'une manœuvre sournoise du gouvernement chinois.

Même si souvent Trump varie, il a quelques convictions constantes dont celle de détester l'accord de libre-échange passé avec le Mexique et le Canada, signé en 1992 par le président BUSH père pour être appliqué pendant 26 ans entre 1994 et 2020. C'était pourtant un accord profitable à souhait pour les entreprises de construction d'automobiles qui ont transféré la majeure partie des fabrications chez des voisins si accueillants.

Trump avait déjà obtenu une révision partielle de cet accord en 2020. En effet, la conséquence de cette délocalisation massive de l'industrie manufacturière américaine a été tout à fait claire. Le Mexique est passé d'un mini-déficit vis-à-vis des USA en 1994 à un excédent commercial de 63 Mds \$ en 2017. Et, plus grave pour un candidat se proclamant proche des ouvriers, les effectifs de l'industrie manufacturière américaine ont fait un plongeon spectaculaire de 18 millions à 12 millions entre 2000 et 2020, de 14% à 9% de la main-d'œuvre totale.

La hausse des droits de douane pourrait-elle faire revenir sur le sol américain des usines qui sont parties dans des pays émergents ? Des chaussures Nike *made in USA* plutôt qu'au Vietnam ? Des I-phones au Texas plutôt qu'en Chine ou en Inde ? On peut en douter pour trois raisons. Les industriels trouveront-ils la main-d'œuvre nécessaire, surtout si la porte est fermée à l'immigration ? Y verront-ils un intérêt financier, car *in fine* la rentabilité prime sur l'investissement dit responsable ou patriote ? Auront-ils l'assurance de pouvoir rentabiliser leur investissement qui exige un horizon de dix ans, alors que, désormais « souvent Washington varie, bien fol est qui s'y fie », selon le dicton populaire.

Car le capitalisme, même s'il affecte de détester l'État, n'aime pas que l'on change trop fréquemment les règles du jeu {tout en ne rejetant pas les bouées tendues quand il se noie comme dans la crise financière de 2008}. Le drame est que les différents acteurs ne dansent pas au même rythme. L'horizon temporel de Donald Trump est celui d'un spectacle télévisuel ou d'une partie de golf de quelques heures, d'où des improvisations ou des contradictions dont les conséquences nationales ou planétaires peuvent être dramatiques ou dérisoires. Contrairement à l'exercice de son premier mandat (2016-2020), il n'est plus entouré de *Sancho Pança* qui expriment des conseils de prudence et osent contredire le grand Sachem. Et les contre-pouvoirs démocratiques du Parlement, de la Justice et des Médias sont médusés par le crépitement des *executive orders* et des messages numériques qui émanent de cet être qui travaille peu et dort rarement.

Peu à peu, Wall Street, puis les juges et enfin les élections à mi-mandat dans moins de deux ans, vont assagir ce volcan d'initiatives périlleuses et saugrenues. Mais deux ans, c'est long pour un homme qui ne parle qu'à son reflet dans le miroir de la télévision et nous devons serrer les dents et envisager le pire.

L'Europe a réagi avec sang-froid aux propos méprisants qu'ont exprimés le vice-président VANCE et les principaux courtisans en *off*. Elle prépare une riposte graduée à une éventuelle flambée de droits de douane discriminatoires, envisageant même de limiter l'accès des firmes américaines aux marchés publics (de services informatiques et même d'armement !). Face à un joueur de poker, il est bon de préparer des atouts pour une partie qui s'annonce longue et difficile. Et, jusqu'à présent, l'Europe joue collectif, même si chaque chef d'État et de gouvernement ambitionne de mettre une touche particulière. Mais il est nécessaire à plus long terme (quelques années) de jeter les bases d'une Europe plus unie, plus autonome dans son économie, plus sociale, plus écologique. Cela passe notamment par un effort d'éducation et de recherche, pour pallier un déficit cruel en diplômés de mathématiques et une fragilité persistante des *start ups* mal financées par des fonds d'investissement trop timorés.

Trump ayant oxydé la confiance que les Européens avaient jusqu'à présent dans l'oncle allié d'Amérique, nous devons bâtir progressivement une nouvelle sécurité collective, mettre en place une industrie européenne de défense et un commandement partagé face à des menaces russes de longue durée. Et, dans l'immédiat, soutenir l'Ukraine, qui se bat héroïquement pour notre liberté et qui est prise en étau entre une Russie agressive et une Amérique cupide.

Une France plus décentralisée. Une Europe plus fédérale. Bon courage à nous tous !

11 avril 2025